

Les outils d'analyse des politiques publiques sur le champ de l'Économie Sociale et Solidaire.

Jean-Louis Laville, sociologue professeur au CNAM, Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, LISE (CNRS-CNAM)

Introduction

Il y a 20 émergent de nouvelles dynamiques dans la société civile qui donnent à l'Économie Sociale et Solidaire une perspective internationale en permettant de ne plus raisonner dans un seul cadre franco français. Ce détour international a éclairé la réflexion et l'action localement et internationalement.

L'histoire du 20^e siècle montre qu'il y a une légitimité incontestable de l'économie qui repose sur le principe du marché. Pourtant notre histoire européenne porte aussi le principe de la solidarité démocratique qui prend les formes de l'auto organisation des personnes qui veulent agir en commun et l'action publique. En deux siècles, l'action associative et l'action publique ne se sont jamais substituées l'une à l'autre mais toujours renforcées malgré les instrumentalizations. Il faut aujourd'hui interroger la représentation trop consensuelle selon laquelle l'Économie Sociale et Solidaire ne se résume qu'aux entreprises en précisant la double dimension économique et sociopolitique des initiatives et la prise en compte de l'expression de la société.

Le montant des financements publics affectés à l'Économie Sociale et Solidaire par rapport aux entreprises privées est entaché d'une discrimination négative. La moindre activité de l'Économie Sociale financée par des fonds publics doit se justifier alors que l'on n'interroge pas les financements publics qui vont aux entreprises privées. Pourtant les fonds de développement économique entraînent des effets de substitution, d'aubaine et de gaspillage dans le privé. Il existe une telle ritualisation de formes d'aide pour attirer les entreprises qu'on ne les interroge plus et on ne sait plus si elles ont des effets bénéfiques ou non pour les territoires.

Forces et fragilités de l'Économie Sociale et Solidaire

Ce qui fait l'intérêt de l'Économie Sociale et Solidaire pour les collectivités publiques c'est qu'elle intervient sur trois champs qui sont reliés : l'emploi, la cohésion sociale et la démocratie participative. Pour des politiques cloisonnées institutionnellement, la liaison n'est pas évidente alors qu'elle fait sens dans l'Économie Sociale et Solidaire. On ne peut pas aider cette dernière au seul titre de l'insertion et de la création d'emplois sans aller vers le financement de l'investissement immatériel. L'enjeu est d'avoir des politiques économiques et pas seulement des aides à l'emploi liées aux postes d'insertion.

► Il n'y a pas simplement un problème de décollage mais de pérennisation des activités. Il faut trouver comme au 19^e siècle l'architecture institutionnelle du service public et de services durablement mixtes. Pour cela il faut avancer dans les conventionnements d'objectifs pour l'utilité sociale. Le problème de décollage est la solution de l'auto financement à terme comme avec les emplois jeunes créés pour être accessibles à tous mais qui en réalité sont devenus une sélection des publics et des clientèles. Cette

contradiction doit être affrontée en terme de politique publique. Entre le tout marché et le tout public, il doit y avoir des activités mixtes qui puissent à la fois avoir une utilité sociale reconnue par les politiques publiques et des services qui soient individualisables.

La dynamique brésilienne

Ce qui fait la dynamique du Brésil, c'est la capacité des institutions politiques à ne pas simplement financer des entreprises mais aussi la dynamique de mobilisation participative des acteurs. Ces derniers ne sont pas sélectionnés ni réduits à la démocratie représentative mais intégrés aux dynamiques de la démocratie participative. Les politiques publiques fiancent aussi les dynamiques d'auto organisation des acteurs les plus émergents.

Ce n'est pas parce qu'on a un statut associatif, coopératif ou mutualiste qu'on est démocratique. Plutôt que d'assimiler les deux, il faut expérimenter des formes de démocratie participative dans le fonctionnement économique et dépasser la banalisation et l'auto justification .

Il est important de générer des transferts de méthodologie pour que l'originalité de l'Économie Sociale et Solidaire soit prise en compte. Il y a un effort à faire pour avoir des éléments sur des formes de gestion qui soient appropriées et pas simplement calquées sur ce qui se fait dans l'entreprise privée. Malgré les efforts, il y a encore besoin de transferts méthodologiques pour que cela soit vraiment opératoire. Dans ce domaine, la comparaison internationale aide à penser les problèmes locaux.